

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: LUNDI 12 MAI 2008

Lundi, les participants à la CDD-16 se sont réunis dans des séances parallèles pour la Journée des PEID et pour la revue des décisions de la CDD-13 concernant l'eau et l'assainissement.

JOURNÉE DES PEID

Le président de la CDD-16, Nhema, a déclaré que la séance consacrée à la Journée des PEID abordera les préoccupations particulières des PEID touchant aux thèmes en cours d'examen pour la suite de la mise en application de la Stratégie de Maurice. Le sous-secrétaire général, Sha Zukang, a souligné les principales préoccupations des PEID et a appelé au renforcement de la capacité de résistance dans les PEID à travers l'adaptation et la création de capacités, qui requiert des efforts multidisciplinaires et pluripartites. Cheick Sidi Diarra (Sous-secrétaire général et conseiller spécial pour l'Afrique) a pris l'engagement que son office fera des efforts pour placer les questions des PEID en haut de l'ordre du jour international pour une mise en application effective de la Stratégie de Maurice. Le responsable de service, Abdalla, a introduit le rapport du Secrétaire Général (E/CN.17/2008/9) et a souligné le besoin d'interconnexions intersectorielles plus fortes.

Le G-77/CHINE et plusieurs autres ont déploré la programmation concurrente de la Journée des PEID avec d'autres séances de travail et, avec la NOUVELLE ZÉLANDE, a encouragé le renforcement de l'Unité chargée des PEID au sein de la DAES. L'AOSIS a encouragé le remplacement de la culture actuelle de consommateur par une culture de citoyen, et a introduit un projet de décision s'engageant à tenir les futures Journées des PEID sans événements parallèles. Le projet de décision a été accueilli avec satisfaction par les BAHAMAS, la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, le CAP-VERT, la JAMAÏQUE et les ILES SALOMON.

L'UE a souligné le besoin de soutenir les PEID dans la conception et la mise en application des stratégies de renforcement de la capacité de résistance. Les PEID ont mis l'accent sur le besoin de systèmes d'alerte précoce, d'une gestion des risques et de mesures pour l'amélioration de la capacité de résistance et la réduction de vulnérabilité. L'Australie s'est engagée à soutenir les PEID dans le traitement des changements climatiques. L'ISLANDE a promis une contribution d'au moins 1.7 million de dollars pour les PEID au Fonds mondial pour l'environnement (PEID), a indiqué que le "Cadre d'affectation des ressources" cause une injustice aux PEID, et a soutenu l'établissement d'une Organisation des Nations Unies pour l'environnement. L'INDE a rapporté qu'elle a apporté une contribution de 70 millions de dollars aux PEID, outre une ligne de crédit de 350 millions de dollars à des conditions de faveur. La BARBADE a déploré l'insensibilité grandissante face aux préoccupations des PEID. La REPUBLIQUE DOMINICAINE a déclaré que les manifestations météorologiques de plus en plus extrêmes mettent en péril son programme de développement. Le délégué des ILES MARSHALL a indiqué que l'organisation de la CDD est un "symbole brûlant" des barrières auxquelles les PEID sont confrontés au quotidien, et a affirmé que les PEID tirent plus d'avantages des activités organisées en marge des sessions. La PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE a expliqué qu'elle a mis en

place une politique d'aide nationale pour le traitement de la qualité de l'aide et que huit partenaires du développement ont décidé d'adhérer à cette politique.

Le conférencier Rolph Payet (Voix des petites îles) a parlé de l'impact des espèces envahissantes, de la sécheresse et de l'érosion des sols sur les PEID, et a souligné le besoin d'autonomiser les communautés. La conférencière Jacqueline Dacosta (Consultante, Jamaïque) a souligné le besoin pour les PEID de s'aider eux-mêmes, par opposition à l'attente de l'aide extérieure. La CHINE a souligné le besoin d'honorer les engagements à fournir financements et technologies aux PEID. L'INDONESIE a indiqué que la situation des PEID est exacerbée par le démantèlement des conditions commerciales préférentielles et par la baisse de l'APD.

La conférencière Ena Harvey (Institut interaméricain pour la coopération dans l'agriculture) a fait état du lien existant entre l'agriculture et le tourisme, et a souligné que le tourisme peut jouer un rôle important dans la promotion du développement rural durable des PEID. Le conférencier Peter Holmgren (FAO) a décrit les activités menées par la FAO dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement durable des PEID, et a indiqué que la FAO est engagée pour la mise en application de la Stratégie de Maurice. Rex Horoi (Fondation des peuples du Pacifique Sud) a déclaré que la politique mondiale doit être enracinée dans les vies et les systèmes des pauvres et des personnes vulnérables.

Le délégué des ILES SALOMON a déclaré que, dans son pays, la majeure partie des terres est possédée d'une manière traditionnelle et coutumière, et que les efforts commencés pour documenter les terres requièrent un soutien international. L'AUTRICHE a souligné le besoin d'une agriculture durable ainsi que d'un agro et écotourisme. L'ITALIE a souligné que ceux qui sont les moins responsables du changement climatique sont les plus touchés par ses effets.

La NORVEGE, la SUISSE, les ETATS-UNIS D'AMERIQUE et la NOUVELLE ZÉLANDE se sont engagés à soutenir les PEID dans la mise en application des stratégies de développement durable et à faire face aux effets du changement climatique: en fournissant un soutien financier à travers le FEM et d'autres fonds; en surveillant le changement climatique; en mettant en application les projets; en échangeant les données; et en prévoyant les inondations et les sécheresses. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a souligné la responsabilité éthique des pays industrialisés à sauvegarder le bien-être de ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique. SAMOA a déclaré que les PEID et la communauté internationale doivent s'engager dans des partenariats plus efficaces. La FRANCE et le COMMERCE ET INDUSTRIE ont appelé les membres de la communauté internationale à travailler ensemble au traitement du changement climatique et ses effets sur les PEID. Les ETATS FEDERES DE MICRONESIE ont souligné le besoin d'un soutien de la part des partenaires du développement et de la part des Nations Unies. MAURICE a expliqué que son pays est en train d'utiliser la diversification des cultures pour répondre au changement climatique et a souligné le besoin d'un accès aux nouveaux marchés. Au cours du débat qui a suivi, la conférencière Harvey a parlé du potentiel de l'agriculture organique dans les PEID. Elle a également souligné le besoin d'une

consommation accrue des aliments entiers et organique, aux Caraïbes, où 4% du PIB sont dépensés pour des diabète et hypertension liés au régime alimentaire. Le conférencier Holmgren a indiqué que l'agriculture organique est l'un des 12 domaines d'action proposés par la FAO pour l'accroissement de la sécurité alimentaire.

REVUE DES DECISIONS DE LA CDD-13 CONCERNANT L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Dans ses remarques préliminaires, le président de la CDD-16, Nhema, a déclaré que les évolutions actuelles suggèrent que l'Afrique concrétisera les objectifs des OMD relatifs à l'assainissement en 2076. Le sous-secrétaire général Sha Zukang a déclaré que cette discussion à la CDD-16 est la première occasion où la CDD réexamine ses propres décisions. Il a identifié les défis posés par le déclin des flux financiers du secteur privé, par la lenteur de la réforme politique, de la coordination des politiques et de l'adoption d'une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans les plans consacrés aux eaux. Le président d'ONU-Eau, Pasquale Steduto, a présenté le travail accompli par ONU-Eau et a fait état des difficultés découlant des thèmes émergents. Le secrétariat a introduit le Rapport du Secrétaire Général (E/CN.17/2008/11) et a parlé du retard enregistré dans la mise en application des décisions de la CDD concernant la fragmentation institutionnelle, le renforcement des capacités et les ressources.

Le conférencier Jaehyang So (Banque mondiale) a déclaré que l'urbanisation rapide et l'absence de partenariats publics-privés posent des difficultés à la réalisation des objectifs des OMD relatifs à l'eau, et a signalé que le suivi de l'évolution de l'assainissement chez les pauvres est rare. Piers Cross (Water and Sanitation Program Africa) a rapporté: que les réformes basées sur les secteurs fonctionnent; que les programmes de changement comportemental de masse ont prouvé qu'une réactivité rapide est possible; et que les niveaux de service les plus bas sont dans des États fragiles. Antonio Miranda (Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire Général de l'ONU, UNSGAB) a déclaré que la concrétisation des OMD relatifs à l'eau et à l'assainissement requiert une amélioration de la performance des services publics de distribution, y compris, à travers des partenariats de services de distribution à but non lucratif et de nouvelles approches de financement. Roberto Lenton (Water Supply and Sanitation Collaborative Council) a parlé des défis à relever dans le suivi des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et a souligné le besoin d'indicateurs pour, à la fois, les fins et les moyens. Bert Diphooorn (ONU-Habitat) a déclaré: que la couverture de l'eau et de l'assainissement est plus faible qu'actuellement estimée, dans les centres urbains; que les petites villes reçoivent peu de financement; que le renforcement des capacités pré-investissement et les nouveaux instruments financiers ont besoin de soutien; et, des solutions créatrices sont nécessaires pour les zones urbaines denses.

Le G-77/CHINE a déclaré que les ressources financières sont limitées, que les conditions internationales doivent mener au transfert des technologies à des conditions favorables, et que les partenariats ne sont pas un substitut de l'aide financière multilatérale. L'UE a recommandé l'élaboration d'un système de surveillance et de suivi pour les objectifs des OMD relatifs à l'eau et à l'assainissement. Jan Lundquist (Stockholm International Water Institute) a rapporté les recommandations issues des trois derniers événements de la Semaine mondiale de l'eau. Le JAPON a déclaré qu'il proposera, aux réunions de TICAD IV et du G-8, l'examen, entre autres, de la manière: d'utiliser la gestion cyclique des ressources en eau; de partager ses technologies avancées; et de faciliter la coopération entre les administrations centrales et locales. La ZAMBIE a suggéré l'entreprise d'une action globale dans le domaine du renforcement des capacités en matière d'agriculture irriguée, ciblant les femmes. L'INDONESIE a appelé à un plan à court, moyen et long termes pour la mobilisation des ressources financières et un système mondial pour le suivi de la disponibilité d'une eau salubre. MONACO a souligné la centralité de la GIRE. Le représentant de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a attiré l'attention sur l'importance des ressources durables pour les services de distribution et de la gestion des bassins versants.

Le délégué des ETATS-UNIS a suggéré de renforcer des environnements juridiques et réglementaires, le renforcement des capacités et l'échange des leçons apprises. L'INDE a souligné l'importance de la coopération bilatérale sur les questions des eaux transfrontière. La MALAISIE a souligné l'importance du renforcement des capacités. Le CANADA a mis en exergue la GIRE, le

besoin de mécanismes efficaces pour la gouvernance de l'eau et la sélection et l'application des outils appropriés à la situation spécifique. L'IRAN a suggéré d'accorder davantage d'attention aux réseaux d'assainissement, le recyclage et le déversement des déchets. Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré que les eaux de pluie "ne peuvent pas mettre les populations en sécurité," et a plaidé pour davantage d'investissement dans l'irrigation, avec une diversification de la production agricole. L'AUSTRALIE a offert d'aider à rendre la matrice de la CDD plus conviviale. Le ZIMBABWE a souligné le besoin d'accorder une attention aux zones rurales et aux femmes.

Le SOUDAN a mis en relief l'importance d'une approche régionale de la gestion des eaux. L'ARGENTINE a encouragé la perception de l'accès à l'eau et à l'assainissement comme étant des droits de l'Homme. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a mis l'accent sur l'implication des divers groupes sociaux dans les processus décisionnels. Le MEXIQUE a présenté un rapport sur l'édition 2006 du Forum mondial de l'eau, tenu à Mexico et a offert de partager sa base de données contenant 40 variables sur l'eau et l'assainissement. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que la GIRE est atteignable, si l'utilisation efficiente de l'eau est un objectif politique. Le LESOTHO a indiqué qu'il pourrait concrétiser ses engagements compte tenu de l'aide au développement accrue et soutenue. La SUISSE a proposé, entre autres, une focalisation sur les zones rurales et de rendre cela une évaluation régulière conduite par ONU-Eau.

Le MAROC a parlé d'expériences nationales, dont l'adoption d'un code régissant l'utilisation de l'eau. Le représentant du COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE a déclaré que l'accès à l'eau et à l'assainissement doit être accéléré et doit être ambitieux, et que l'eau devrait être allouée de manière équitable entre l'ensemble des utilisateurs. La CHINE a suggéré de s'assurer que les utilisateurs de l'eau sont informés et ont le droit de participer. La REPUBLIQUE DE COREE a indiqué qu'elle continuera à favoriser le transfert des technologies aux pays en développement. L'ALLEMAGNE a déclaré: que ONU-Eau doit devenir une voix puissante pour l'eau; qu'il devrait y avoir des liens étroits avec les organismes régionaux et les activités; que la coopération entre les activités d'UNSGAB et d'ONU-Eau devrait être améliorée; et que le changement climatique ne peut pas servir d'excuse à une mauvaise gestion de l'eau. ISRAËL a déclaré qu'il a intégré la préparation au changement climatique dans ses plans relatifs à l'eau. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a souligné le caractère indispensable des outils de politique publique. La FAO a déclaré que la diversité des moyens de vivre appelle à des interventions spécifiques et ciblées. L'ITALIE a rappelé sa proposition de reconnaître le droit fondamental à l'eau.

Le délégué des PAYS-BAS a offert son expertise dans le domaine des littoraux et de la gestion de l'eau dans le contexte des changements climatiques. La FINLANDE a attiré l'attention sur les approches innovantes des services d'assainissement rural. L'EGYPTE a mis l'accent sur les leçons apprises dans le domaine de la gestion de l'eau et l'assainissement, y compris une approche intégrée et les avantages des partenariats.

DANS LES COULOIRS

Alors que la CDD-16 examinait les thèmes des PEID et de l'eau et assainissement dans les salles de conférence, les couloirs bourdonnaient de discussions sur la gouvernance environnementale internationale. Les délégués y étaient, semble-t-il, en train d'anticiper la réunion qui sera accueillie par le Costa Rica, mardi 13 mai, à l'extérieur du siège des Nations Unies. Elle se voudrait une continuation des dialogues tenus à la Conférence ministérielle sur les défis posés à l'environnement et au développement pour la gouvernance environnementale internationale, tenue à Rio de Janeiro en septembre 2007, et à la dixième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du PNUE, tenue à Monaco en février 2008. La réunion de mardi est susceptible d'engendrer des contributions au projet de résolution élaboré à travers le Processus consultatif non officiel sur un cadre institutionnel pour les activités environnementales des Nations Unies, conduit par le Mexique et la Suisse. Certains se sont demandé si cela pouvait expliquer les raisons qui ont fait que quelques délégations avaient, dans leurs déclarations, lundi, travaillé les positions concernant leur cadre institutionnel préféré, et si le timing de la réunion – un jour avant le segment de haut niveau de la CDD-16 – était significatif.